



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ARIÈGE

\*\*\*\*\*

## Demande d'inscription de travaux au registre des concessions hydroélectriques

\*\*\*\*\*

Articles L.521-15 et R.521-54 du code de l'énergie

\*\*\*\*\*

Version 3 octobre 2016

Nota : le demandeur pourra adapter les cadres réservés aux réponses en tant que de besoin.

### IDENTIFICATION

A1) Date de 1ère demande :	A2) Date de nouvelle demande :
----------------------------	--------------------------------

### CONCESSIONNAIRE

B1) Société :	
B2) Adresse :	
B3) Affaire suivie par :	
B4) Téléphone :	B5) Adresse mél :

### CONCESSION

C1) Nom de la concession :		C2) Cours d'eau :	
C3) Commune :		C4) Département :	
C5) Date de début de concession :	C6) Date de fin de concession :	C7) Date médiane de concession :	

### TRAVAUX OBJET DE LA DEMANDE

D1) Référence concessionnaire : Et/ou référence administration :
D2) Intitulé des travaux :
D3) Ouvrage concerné :

## AVANT TRAVAUX

### LOCALISATION

E1) Localisation GPS des travaux :

E2) Description de la localisation (en intérieur, préciser la pièce) :

E3) Travaux situés à l'intérieur du périmètre foncier (borné ou non) de la concession ?  oui  non

E4) Ou travaux nécessitant, au moins partiellement, une acquisition foncière ?  oui  non

### CADRE GENERAL

F1) La demande d'inscription au registre porte en totalité sur les dépendances immobilières de la concession ? *(Cf. cahier des charges)*  oui  non

F1.1) Dans le cas inverse, le concessionnaire s'engage à intégrer aux biens de retour en fin de concession, l'ensemble des biens objets de la présente demande d'inscription ?  oui  non

F1.2) Précisions éventuelles :

F2) Date prévisionnelle de début des travaux :

F3) Durée prévisionnelle des travaux :

F4) Date prévisionnelle de mise en service :

F5) Travaux réalisés lors de la 2<sup>ème</sup> moitié de la concession (ou des 10 dernières années si concession < 20 ans) ?  oui  non

F6) Travaux réalisés durant la période de prorogation de la concession ? *(titre prorogé aux conditions antérieures jusqu'au moment où est délivré la nouvelle concession – art L.521-16 CÉ)*  oui  non

### DESCRIPTIF DES TRAVAUX ENVISAGÉS

G1) Description des travaux :

G2) Objectif/fait initiateur :

G3) Préciser si les travaux concernent :

une augmentation des capacités de production                       une modernisation de l'aménagement

G4) Utilité pour la concession de réaliser ces travaux par rapport à l'existant avec quantification chiffrée de l'amélioration lorsque cela est possible (cas des investissements avec chiffrage du productible, de la production...) :

G5) Pour les remplacements de biens ou d'équipements, même partiels, préciser l'âge des biens concernés et les raisons du remplacement (mauvais état, obsolescence, autre) :

G6) Pour les remplacements de biens ou d'équipements, même partiels, préciser l'apport de fonctionnalités en comparaison d'un remplacement à l'identique, compte tenu du progrès technologique :

G7) Si les travaux comprennent une part de remise en état, préciser laquelle :

G8) S'il s'agit d'une mise en conformité à une réglementation ou une adaptation à une norme, préciser :

G8.1) La référence du(des) texte(s) réglementaire(s) ou de la(des) norme(s) :

G8.2) La date de publication :

G8.3) Les échéances réglementaires de mise en conformité :

G8.4) L'acte ayant validé la conformité du projet au regard de la réglementation ou de la norme :

## JUSTIFICATION DES TRAVAUX ENVISAGÉS

H1) Devis détaillé(s) (à joindre obligatoirement)

H1.1) Commentaire éventuel :

H2) Arrêté préfectoral d'autorisation des travaux ? (à joindre sur demande)                       oui     non

H3) Étude(s) préalables justifiant les travaux ? (à joindre sur demande)

H3.1) Le(s) citer :

H4) Extrait(s) de rapports d'inspection ? (à joindre sur demande)                       oui     non

H4.1) Le(s) citer :

H5) Procès-verbal(aux) d'organismes de contrôle technique ? (à joindre sur demande)                       oui     non

H5.1) Le(s) citer :

H6) Document(s) permettant de quantifier le gain ou l'amélioration apportée par le nouveau matériel ? (à joindre sur demande)                       oui     non

H6.1) Le(s) citer :                       oui     non

H7) Mise(s) en demeure ? (à joindre sur demande)

H7.1) La(les) citer :

H8) Autre(s) document(s) :                       oui     non

H8.1) Le(s) citer :

**DONNÉES COMPTABLES PREVISIONNELLES**

11) Montant estimatif des dépenses :	€
12) Montant total sollicité pour l'inscription au registre :	€
13) Type d'amortissement :	
14) Liste des biens sollicités à l'inscription précisant pour chaque bien: date de mise en service, montant d'acquisition, durée d'amortissement (années)	
15) Date prévisionnelle de fin d'amortissement comptable :	
16) Justification de la (des) durée(s) d'amortissement retenue(s) :	
17) Le cas échéant, indiquer le montant estimatif des acquisitions foncières : €	
17.1) Ce montant est-il intégré au montant sollicité (12) ? : <input type="checkbox"/> bui <input type="checkbox"/> hon <i>Les terrains étant des biens non amortissables, les dépenses liées à leur acquisition ne peuvent pas être intégrées au registre.</i>	
18) Les travaux ont-ils, en tout ou partie, fait l'objet d'une demande de subvention(s) ?	<input type="checkbox"/> bui <input type="checkbox"/> hon
18.1) Demande formulée auprès de quel(s) organisme(s) ?	
18.2) Montant(s) de cette(ces) subvention(s) ? €	
18.3) Ce(s) montant(s) est(sont)-il(s) déduit(s) du montant sollicité (12) ? <input type="checkbox"/> bui <input type="checkbox"/> hon	
19) Montant restant à amortir au-delà de la date théorique de fin de concession : €	
110) Tableaux d'amortissement prévisionnels individualisés et cumulé (à joindre obligatoirement) <i>Jusqu'à dix ans après la date d'échéance du contrat de concession</i>	
110.1) Commentaire éventuel :	
Nota : • comme indiqué en H1), pour les travaux éligibles à l'inscription au registre, un devis est obligatoirement à fournir, • dans le cas d'un remplacement du (des) bien(s) par un matériel plus performant, un second devis est à fournir pour un remplacement à gamme et fonctionnalité équivalentes (il permettra de chiffrer le montant des dépenses allant au-delà de la simple remise en état).	

Je soussigné..... agissant au nom de la société..... certifie l'exactitude des informations renseignées dans le cadre de la présente demande avant travaux.

À....., le ..../../..

Signature :

## APRÈS TRAVAUX

### PROCEDURE DE VALIDATION DE LA DEMANDE

J1) Date d'éligibilité par le Préfet pour l'inscription au registre :	
J2) Liste des ouvrages/biens/équipements ayant reçu l'éligibilité du Préfet pour l'inscription au registre :	
J3) Montant prévisionnel éligible au registre indiqué par le Préfet :	€
J4) Durée maximale d'amortissement prévisionnel indiquée par le Préfet (années) :	

### DONNÉES COMPTABLES DE FACTURATION à compléter pour chaque bien éligible

K1) Valeur brute comptable ( <i>valeur d'acquisition</i> ) :	€
K2) Montant des travaux :	€
K3) Montant des dépenses éligibles au registre :	€
K4) Montant des dépenses restant à amortir à la date d'échéance du contrat de concession :	€
K5) Le cas échéant, montant des acquisitions foncières :	€
<i>K5.1) Ce montant est-il intégré au montant des dépenses éligibles (K3) ? Les terrains étant des biens non amortissables, les dépenses liées à leur acquisition ne peuvent pas être intégrées au registre.</i>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
K6) Les travaux ont-ils, en tout ou partie, fait l'objet d'une demande de subvention(s) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
<i>K6.1) Demande formulée auprès de quel(s) organisme(s) ?</i>	
<i>K6.2) Montant(s) de cette(ces) subvention(s) ?</i>	€
<i>K6.3) Ce(s) montant(s) est(sont)-il(s) déduit(s) du montant des dépenses éligibles (K3) ?</i>	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
K7) Date d'immobilisation :	
K8) Durée maximale d'amortissement :	
K9) Commentaire éventuel :	

### JUSTIFICATION DES ÉLÉMENTS COMPTABLES

Les documents suivants sont à joindre obligatoirement :

- attestation des commissaires aux comptes pour l'ensemble des éléments comptables des travaux éligibles (*valeur brute comptable, type d'amortissement, durées d'amortissement, tableau d'amortissement, type d'amortissement...*),
- montant attesté des subventions perçues et à percevoir,
- document(s) justifiant les dépenses supplémentaires (*au cas où la valeur brute comptable est supérieure au devis initial avant travaux*),
- tableau général d'amortissement cumulé (*jusqu'à dix ans après la date d'échéance du contrat de concession*),
- tableaux d'amortissement détaillés lorsque les biens présentent une durée d'amortissement différente de l'amortissement général.

Les factures acquittées seront à joindre sur demande.

L1) Commentaire éventuel :

### DEROULEMENT DES TRAVAUX

M1) Date de début des travaux :
M2) Date de réception des travaux :
M3) Les travaux ont-ils respectés une éventuelle échéance réglementaire ? <input type="checkbox"/> sans objet <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
M4) Commentaire éventuel :

DOCUMENTS ATTESTANT DE L'EXÉCUTION ET DE LA CONFORMITÉ DES TRAVAUX		
N1) Fourniture d'un rapport d'exécution de travaux ? (à joindre sur demande)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
N2) Fourniture d'un PV de récolement ? (à joindre sur demande)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
N3) Fourniture d'un document de mise en service ? (à joindre sur demande)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
N4) Dans le cas d'une mise en conformité à une réglementation ou à une adaptation à une norme, acte de conformité ou de certification des ouvrages/biens/matériels au regard de la réglementation ou de la norme ? (à joindre sur demande)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
N5) Document de constatation sur place par un service administratif, notamment le service chargé du contrôle (DREAL) ? (à joindre sur demande)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
N6) Photos ? (à joindre sur demande)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
N7) Autre : (par exemple consigne d'entretien, dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage...)		

Je soussigné..... agissant au nom de la société..... certifie l'exactitude des informations renseignées dans le cadre de la présente demande après travaux.

À....., le ..../..../..

Signature :